



Tour de France de « Ne tournons pas la page » : De belles rencontres qui en appellent d'autres



Le 17 janvier 2024

La première partie du Tour de France de *Ne tournons pas la page* s'est achevée. Nous nous sommes arrêtés à Saint-Nazaire, Angers, Rennes, Nantes, Loches, Marseille, Quimper et Dijon. Notre réunion de Toulouse a été remise à plus tard. En tout, nous avons parcouru plus de 4000 kilomètres de route.

Nous tenons à remercier chaleureusement toutes celles et tous ceux qui sont venu.es à ces réunions publiques, qui nous ont hébergés, et qui ont partagé leurs témoignages. Il s'agit d'une expérience qui est déjà très riche et qui fait grandir notre détermination commune.

NOS ETAPES

23 octobre : à **Saint-Nazaire (44)**, nous avons été accueillis chaleureusement par *Emancipation, tendance intersyndicale*, dans le beau local autogéré des Ami.e.s de May, qui en plus d'offrir une bibliothèque militante, permet la tenue de réunions, notamment celles de No.SNU.

Pendant la lutte, il a manqué un lieu identifié pour que les activistes se retrouvent et s'organisent, et il faudrait sans attendre se donner un lieu dédié à la lutte où puissent se tenir des AG pour l'action quotidienne, ouvertes à tous, sans attendre les directions syndicales.

Les camarades présent.es le 23 octobre ont évoqué la conduite de la bataille des retraites au niveau local. A St Nazaire et dans ses environs, on dénombre plusieurs secteurs économiques de poids, qui revêtent une importance stratégique pour pénaliser l'économie locale voire la bloquer. Le port, avec les dockers (mais cette corporation semble inaccessible pour des militant.es extérieur.es). Airbus, mais l'entreprise avait su faire des stocks pour tenir pendant les mobilisations prévisibles sur les retraites. Les chantiers de l'Atlantique. Le terminal méthanier total avec la raffinerie de Donges, etc.

Mais le salariat est très morcelé : CDI, souvent cadres ; intérimaires ; travailleurs détachés.

Parmi les nombreuses actions locales de résistance à Macron, l'opération « merguez chez les bourgeois de La Baule », une virée organisée par et pour des gueux parmi les riches, a beaucoup plu.

24 octobre : **Angers (49)** a connu un printemps très particulier : dans cette ville de tradition catholique dans laquelle la CFDT a beaucoup de poids, l'ambiance était inhabituelle. D'ordinaire, les manifestations sont des promenades, les gens papotent.

Pendant la lutte de ce printemps, l'ambiance était combative. On a vu défiler de plus en plus de monde en manif et courant mars la situation a commencé à changer, avec l'apparition d'un bloc de tête de plus en plus fourni et actif. Chose étonnante et plutôt nouvelle : on a pu constater beaucoup de bienveillance à l'égard des Black blocks (des manifestant.es qui les protégeaient de la police), dont bon nombre procédaient à la mise en sobriété énergétique de panneaux publicitaires.

On a dénombré une manif à plus de 20 000 personnes. A Angers, les manif font une boucle. Lors des plus grosses manif, la boucle était bouclée et des cortèges sauvages arpentaient les rues du centre-ville. On a aussi vu s'organiser des manif très suivies dans des bourgades alentour, par exemple à Segré en Anjou, ce qui révèle un mouvement très profond.

A noter pendant le mouvement : une action de blocage menée sur la déchetterie de Saint Barthélémy (un incinérateur), et des diffusions de tracts sur les ronds-points. Une grève chez Scania.

Parmi les signataires de notre appel, on trouve des enseignants-chercheurs de l'université, d'Agrocampus Ouest, et une prof.

Il y a un contexte de développement de l'extrême droite localement. Dans un nouveau marché couvert (Biltoki), les « Blancs de l'ouest », des commerçants fascistes, vendent des produits du terroir (à base de porc) à une population favorisée. Il y a également l'Alvarium, un "local associatif" qui n'est autre qu'un bar/salle de sport, qui regroupe des fascistes, de tendance identitaire, proche des milieux catholiques intégristes. Les syndicats s'en indignent mais ne mettent rien en place pour contrer ce danger croissant. Une procédure de fermeture administrative a été prononcée à l'égard de ce local, mais un nouveau lieu s'est ouvert.

30 octobre : à **Rennes (35)**, nous avons été accueillis dans une salle municipale, par le Syndicat Départemental de l'Action Sociale de FO (SDAS 35), le comité d'action de l'interpro et une jonction a été faite avec la jeunesse (étudiant.es, apprenti.es, lycéen.nes). Le SDAS FO 35 est un syndicat de sensibilité anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire, internationaliste, anticapitaliste et antifasciste. Il figure parmi les soutiens les plus enthousiastes de notre appel, et il mène la bagarre au sein de FO pour le défendre. De plus, ce syndicat dénonce les violences policières suite aux émeutes ayant suivi l'assassinat du jeune Nahel, dans nos quartiers populaires. Il est antimilitariste : ce syndicat lutte contre toutes les guerres et notamment contre tous les impérialismes en Ukraine ou en Palestine. Il appelle au cessez le feu immédiat à Gaza à la libération de tous les otages israéliens et de tous les prisonniers palestiniens.

La soirée a été ouverte par le discours, en phase avec notre démarche, du secrétaire général de l'UD35 FO. Puis, intervention dans la même veine de la part du secrétaire du SDAS FO 35, avant la présentation de la campagne et le débat.

Pendant le mouvement, la grève a été suivie dans plusieurs entreprises. Les travailleurs se sont constitués en comités de soutien, ce qui a permis plusieurs belles jonctions. La lutte des retraites a également été prise à bras le corps par les étudiants et les lycéens.

Au cours des débats, beaucoup de questions ont porté, suite à la mort de Nahel et aux émeutes sur les convergences entre le mouvement syndical et les quartiers populaires.

31 octobre : à **Nantes (44)**, nous avons été accueillis par des camarades, essentiellement enseignant.es, et militant à la FSU et à SUD, pour certain.es membres d'Émancipation. La rencontre s'est tenue dans un bar du centre-ville.

Les échanges ont surtout porté sur le lien entre des structures de luttes autoorganisées, des coordinations, et les organisations syndicales. Le rôle néfaste des responsables départementaux de la FSU (École Émancipée) a été souligné.

Les orientations et les pratiques des responsables départementaux de la FSU (École Émancipée et Unité et Action) vis-à-vis de ce lien montrent encore une fois ce qu'il ne faut pas faire : un syndicalisme tourné vers la recherche d'hégémonie de la représentation du mouvement social tout en tentant de le canaliser dans le « dialogue social ».

Enfin, il a été question du rôle du mouvement féministe pendant la lutte et de la volonté des travailleuses de se syndiquer, ce qui pourrait changer la situation d'un point de vue qualitatif en termes de forces syndiquées et de prise en considération des revendications féministes au sein du mouvement syndical.

Dans ce cadre, il semblerait aussi que Solidaires ait joué un rôle particulier en termes d'organisation sur Nantes pendant la mobilisation contre la réforme des retraites.

1^{er} novembre : à **Loches (37)**, à la Maison des syndicats, nous avons été accueillis par les Citoyens libres du Lochois, un courant militant qui s'est constitué pour poursuivre la lutte suite au mouvement des Gilets jaunes. Nous avons rencontré des syndicalistes (principalement CGT, mais aussi FO). Également des non-syndiqué.es. Il y avait, logiquement, parmi les présent.es, une forte coloration Gilets Jaunes, et on pouvait noter également une présence du POI et de LFI.

La structure économique du Lochois comprend beaucoup de PME ; on y déplore la fermeture de services publics. Avant même la réforme des retraites, la ville de Le Blanc avait déjà connu une lutte massive pour la défense de sa maternité, reposant essentiellement sur ses citoyen.nes. Pendant la mobilisation du premier semestre, la défense des retraites a fait descendre dans les rues de petites villes de la région.

Nous avons eu une discussion sur les directions syndicales, leur nature, leur stratégie et leurs méthodes d'action. Un des participant.es a expliqué que la bureaucratie syndicale, cela existe bel et bien, et que ses manœuvres ne datent pas d'hier : pendant la grande lutte de 1995 des bureaucrates syndicaux s'opposaient à la jonction entre la SNCF et Renault, pour empêcher la grève dans le privé.

Contrairement au faux procès qui est fait à la campagne « Ne tournons pas la page », il y a accord sur la nécessité de faire grossir les rangs des syndicats. Mais ce grossissement (voulu notamment par Sophie Binet), peut-il en lui-même compenser les effets démoralisants de toutes les batailles perdues car menées sur la base de journées d'action saute-mouton ?

Pour la grande majorité des participant.es, il est légitime et nécessaire de combattre la stratégie des directions syndicales, ce qui ne signifie pas être anti-syndicaliste. L'idée a été exprimée que la campagne « Ne tournons pas la page » devait se situer à un niveau intersyndical, et constituer une réponse durable et structurelle, notamment parce que de nouvelles attaques se préparent.

3 novembre : à **Marseille (13)**, nous avons été accueillis, dans l'espace Mille Babords, par une très jeune équipe militante, d'ancien.nes syndicalistes lycéen.nes, dont un militant qui a participé à une intersyndicale nationale et a pu voir les manœuvres qui s'y multipliaient.

La mobilisation a été forte, et la grève a plus touché les travailleurs du privé que du public.

La réunion a été basée sur les principes du syndicalisme. Les questions suivantes ont été soulevées :

- Vu que les syndicats ont un fonctionnement hiérarchique et révèlent des phénomènes de corruption, la solution ne serait-elle pas de s'organiser en dehors des syndicats ?
- Si on milite syndicalement, comment s'allier avec les bases syndicales ?
- Comment éviter la corruption syndicale ?
- Une question a été posée, qui mériterait des investigations : alors que les dirigeant.es des centrales syndicales se targuent de nombreuses nouvelles adhésions, on a aussi l'occasion de rencontrer des salarié.es qui arrêtent le syndicalisme. Combien d'adhérent.es ont quitté leur syndicat voire abandonné le syndicalisme tout entier ?

Nous avons pu apporter les éléments de réponses suivants.

Dans tous les cas, quand on a des responsabilités syndicales, il faut rendre compte aux bases des problèmes que l'on rencontre, et faire vivre la démocratie en interne. Nous avons affirmé l'idée qu'en se bagarrant contre les directions syndicales, les bases perdaient les illusions qu'elles pouvaient éventuellement avoir sur elles. De plus, toutes choses égales par ailleurs, plus il y a de syndiqué.es pour payer des cotisations, moins la dépendance du syndicat par rapport aux subventions est importante. Mais le syndicat, cela sert d'abord à ne pas être seul face au patron.

9 décembre : Rendez-vous avait été pris à **Quimper (29)**, grâce à une série de contacts par e-mail avec une camarade et une équipe de la CNT finistérienne. Nous avons été accueillis dans leurs locaux ; en plus de la CNT, on notait la présence d'une camarade enseignante du second degré, militante FO.

Après un tour de présentations, nous avons expliqué notre campagne, ses origines et ses développements, et précisé notamment que la page de lutte tournée par les bureaucrates syndicaux était une page de plus de capitulations d'une série de plus de vingt années.

A Quimper comme ailleurs, tout le monde a remarqué des manifestations d'ampleur historique, et certaines actions ont laissé de bons souvenirs, comme lorsque la 4-voies a été bloquée par les manifestant.es, et que les flics n'étaient pas assez nombreux pour les déloger. C'est cette massivité et cette détermination de la base qui fait enrager nos interlocuteurs/trices du Finistère, car tout le monde constate que le rapport de forces aurait permis une victoire, et que c'est la stratégie de journées saute-mouton qui a épuisé les forces sans jamais élever le rapport de forces au niveau nécessaire face à la volonté hargneuse de Macron.

La discussion a aussi porté sur l'importance des caisses de grève. Pour pouvoir gagner, il faut mettre de côté de l'argent pour la lutte, dans des cadres collectifs, dès avant la lutte. Nous devons insister sur cette nécessité dès maintenant pour avoir la force de tenir la grève lors des prochaines échéances, et il faut également exiger des directions syndicales qu'elles mettent leurs fonds à la disposition des grévistes et de la lutte.

Les participant.es à la réunion se sont déclaré.es en faveur d'un courant intersyndical à construire pour les luttes à venir, avec une coordination souple à mettre en place. Sa fonction serait notamment de faire circuler l'information, de développer la formation sur le syndicalisme et les luttes sociales, de suivre les divers dossiers sociaux (pas seulement la question des retraites, même s'il est nécessaire de continuer à rejeter la réforme que Macron a mise en œuvre à partir du premier septembre) et d'observer comment parlent et agissent les directions syndicales sur les différents dossiers.

16 décembre. Nous étions à **Dijon (21)**, à l'invitation de camarades d'Émancipation et Solidaires 21 qui nous ont accueillis très chaleureusement dans leurs locaux.

A Dijon, la lutte sur les retraites a été marquée par quelques épisodes marquants.

Le premier a eu lieu lors du passage en force avec l'article 49.3, le 16 mars. La place de la République a connu un rassemblement interdit, mais Solidaires, en pointe, a maintenu le rassemblement. La FSU, la CGT, FO et la CFDT sont aussi venus.

On a vu les effigies de Dussopt, Borne et Macron prendre feu, puis des gazages massifs, à la suite desquels une manif sauvage s'est élancée, passant dans des petites rues. La ville était incandescente, avec un feu aux grilles de la mairie.

Suite à cette affaire des effigies, Laurent Berger a demandé aux responsables (la standardiste de la CFDT) de venir se dénoncer à la police ! Du coup, les responsables ont pris l'avocat de Solidaires et s'en sont sortis avec un rappel à la loi.

Le lendemain de l'appel à rester pour écouter l'annonce du 49.3, une action sauvage avec prise de parole au micro a eu lieu, avec le responsable départemental de Solidaires à la radio. Au travail, il a reçu un questionnaire du Bien Public, la feuille de chou locale. Précisons que c'était le week-end de Ste Soline. Le Bien public écrit : « Le préfet recadre un responsable syndical ». Accusé de faire l'apologie de la violence contre les flics ? En tout cas, une manif de soutien au dirigeant Solidaires a eu lieu après cette saleté.

Une semaine plus tard, a eu lieu une casserolade, bientôt nassée place de la Libération. Pour tuer l'ennui et dans un climat de tension, les manifestant.es ont déployé une chenille devant les flics, devant la mairie, chenille qui tournait en rond. Après un gazage, un nouveau départ en manif sauvage a eu lieu.

Enfin il faut noter un blocage de l'incinérateur de déchets, mais sans grève.

Il faut rappeler qu'à Dijon, il y a une ZAD en ville à Dijon, tenue par des autonomes, dont c'est l'un des deux fiefs, avec Rouen. Les organisations syndicales ne sont pas puissantes sur Dijon, ville de tradition bourgeoise.

Comme le dit un camarade, « *A la suite de cette réunion, nous ferons en sorte de conserver active notre cellule de veille locale bien revigorante en ces temps où la morosité règne et où le découragement n'est jamais très loin. Il y aura des temps meilleurs !* »

NOS INTERVENTIONS

Dans nos interventions liminaires, nous avons évidemment présenté l'origine de cette campagne et ses objectifs centraux : 1) en finir avec le piège du dialogue social et 2) faire en sorte que les syndicats organisent une véritable lutte, interprofessionnelle, pour bloquer l'économie. Tel était le sens de l'appel initial « Ne tournons pas la page » dans l'actualité de la réforme des retraites. Depuis, les retraites restent en toile de fond de l'actualité, mais d'autres questions sont venues s'y ajouter et prendre la première place médiatique.

Toutefois, nous devons insister que la question des retraites n'est pas close, loin de là, et nous pouvons en énumérer les raisons suivantes :

- Le Medef fait savoir que selon lui, il faut remplacer les retraites par répartition par des retraites par capitalisation ;
- Edouard Philippe a récemment préconisé un âge minimum de départ à la retraite de 67 ans ;
- Macron lui-même a déclaré que l'avenir c'est la retraite par points (comme ce qu'introduisait la réforme mise de côté en 2020) ;
- Pour les retraites complémentaires, l'affaire des excédents de l'AGIRC-ARRCO n'est pas close.

Nous sommes revenus sur la chronologie de la lutte de janvier à juin, sur le caractère déterminé de la lutte des travailleurs, qui a 14 reprises, se sont mis en grève et ont manifesté. Nous avons insisté sur le caractère néfaste de l'orientation politique et stratégique de chacun des membres de l'intersyndicale nationale (CGT, FO, Sud, FSU, CFDT...).

En particulier, nous avons tenu à expliciter certains points :

Certains épisodes de ces six mois de lutte nous semblent particulièrement révélateurs, et montrent quel rôle les directions syndicales, qui tentent de se dédouaner en racontant que les travailleurs ne voulaient pas faire une vraie grève reconductible, nous mentent. Quelques explications :

Jeudi 16 mars 2023, Borne dégage le 49.3. Le pays est en ébullition. L'intersyndicale réagit en appelant à une grève... une semaine plus tard, le **23 mars**.

Malgré le délai d'une semaine, les travailleurs sont au rendez-vous avec 3.5 millions de manifestants. Le soir, l'intersyndicale accuse dans son communiqué : « l'exécutif cherche à tourner la page »...

Or dès le lendemain, on a vu des responsables syndicaux débouler sur les piquets de grève pour casser les AG et faire reprendre le travail !

Dans la même période, **vendredi 17 mars 2023** : l'intersyndicale des enseignants appelle à la grève des épreuves de spécialité du bac le **lundi 20 mars**. Mais pendant le week-end, Berger (CFDT) et Martinez (CGT), de concert, prennent la parole pour dire dans les media qu'il ne faut pas gêner le bac, et casse la dynamique de grève qui pouvait démarrer dans les lycées !

Nous avons également passé en revue les stratégies adoptées par les intersyndicales, de 2003 à 2023 ; et qu'expliqué ce qu'il en ressort : que la CFDT soit présente ou non dans l'intersyndicale, ce que l'on constate, c'est une répétition systématique de la même stratégie de journées d'action saute-mouton, de nombre variable (de 4 à 14 jours) qui ne permettent pas de gagner. Cela, les travailleurs l'ont bien compris.

La campagne « Ne tournons pas la page » pousse et poussera pour qu'au prochain grand affrontement, nous donnions confiance aux travailleurs en organisant une grève du tous ensemble, au même moment, jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Au final, ces rencontres représentent un début modeste, mais des graines que nous avons commencé à semer pour être déjà présents pour les prochaines luttes.

Nous ne pouvons en rester là. Constituons un courant trans-syndical de combat :
RDV à Paris et en visio-conférence les samedi 10 et dimanche 11 février 2024

Pour rejoindre notre campagne, envoyez vos NOM, Prénom, Syndicat, Département à

netournonspaslapage@proton.me

Pour nous suivre sur **Facebook** : Netournonspaslapage